



Des forces régressives sont en marche partout dans le monde mettant en danger les droits des femmes si chèrement acquis.

La liste des attaques et des discriminations faites aux femmes est longue. Les inégalités restent nombreuses et sont autant de menaces qui pèsent sur leur avenir. Sans compter les formes les plus extrêmes des violences contre les femmes et les filles qui se multiplient dans de trop nombreux pays.

Les déclarations hautement sexistes du président des USA, son décret contre les financements des ONG pratiquant l'avortement ou militant pour sa légalisation dans les pays en voie de développement, la dépénalisation des violences domestiques en Russie, **les menaces de durcissement accru apporté aux atteintes au droit à la contraception et à l'avortement en Pologne**,

les propos misogynes devant le Parlement européen de l'eurodéputé polonais Janusz Korwin-Mikke soutenant l'inégalité salariale entre les femmes et les hommes, en sont des exemples concrets. Quant aux discours obscurantistes théorisant l'infériorisation des femmes et leur soumission à l'ordre patriarcal, légitimant le viol, la mise en esclavage, le meurtre, ils doivent être dénoncés et combattus sans aucune compromission.

En solidarité avec les femmes du monde entier et en continuité avec la Women's March, la CLEF a relayé l'appel international à la grève des femmes (International women's strike), en réponse à la violence physique, sociale, légale, sexuelle, politique, morale et verbale que les

femmes affrontent sous les différentes latitudes.

Nous serons également à 15 heures 40 Place de la République à Paris et dans les autres rassemblements en France, pour refuser le travail gratuit et exiger l'égalité salariale.

Nous resterons solidaires et vigilantes dans la lutte pour renforcer nos acquis et obtenir de nouveaux droits dans une société de liberté, d'égalité et de solidarité.
